



# *RAPPORT D'ETAPE*

*JANVIER 2003*

CARITAS France Secours Catholique  
10, rue Sergent Bobillot B.P. 436  
38 018 Grenoble Cedex 1  
tel/fax : 04.76.17.20.80 ou 04.76.87.23.13 (poste 53)  
Courriel : [sc38.cause.commune@wanadoo.fr](mailto:sc38.cause.commune@wanadoo.fr)

**P**our la quatrième fois, nous venons vous proposer de faire le point sur l'expérience Cause Commune. Rappelons qu'il s'agit d'une démarche initiée il y a deux ans, Secours Catholique. Elle vise la création de groupes d'habitants, pour qu'ils agissent ensemble et améliorent leurs conditions d'existence, au sein de quatre quartiers de Grenoble et des environs. Pour ceux qui découvrent Cause Commune à travers cet écrit, nous tenons à leur disposition nos précédents rapports ainsi qu'une présentation mise à jour de notre travail.

Ce rapport couvre la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2002. Durant tout ce temps, notre équipe a été confrontée à la décision, vécue difficilement, de quitter l'un des quartiers où nous nous étions investis, puis à la nécessité d'en choisir un autre. Finalement, suite à divers concours de circonstances, nous avons fait le choix de collaborer avec d'autres équipes sur deux quartiers, Abry à Grenoble et Le Grand Trou au Péage de Vizille et de poursuivre un travail déjà engagé par elles. Nous reviendrons, dans les pages qui suivent, en détail sur ces nouveautés, importantes pour notre action.

Par ailleurs, nous avons poursuivi le travail entrepris avec les habitants des deux autres quartiers, Léon Jouhaux à Grenoble et Champ Berton à Saint Martin d'Hères. Avec des fortunes diverses, nous mesurons que la mobilisation des habitants est essentielle pour produire du changement. Déjà, certains signes positifs le manifestent. D'un autre point de vue, tout reste fragile, à confirmer dans la durée. Notre méthode n'est donc pas écrite à l'avance. Nous devons sans cesse nous ajuster, inventer de nouvelles stratégies avec les personnes et à partir d'elles.

Cet écrit est le fruit d'un travail d'équipe. Il est toujours important pour nous de connaître vos réactions à sa lecture. Merci à vous de nous les faire parvenir !

Anne-Catherine Berne, Ahmed Nacéri et Jean-Luc Graven

## SOMMAIRE

<b>I. LE TRAVAIL DE TERRAIN</b>	<b>4</b>
A. CHOIX D'UN NOUVEAU QUARTIER	
B. LE POINT SUR LES QUARTIERS	
1. La bande Abry (Grenoble)	6
2. Quartier Champ Berton (Saint Martin d'Hères)	7
3. La cité Léon Jouhaux (Grenoble)	11
4. Le Grand Trou (Vizille)	14
<b>II. QUESTION DE METHODE</b>	<b>17</b>
A. PARTIR A LA RENCONTRE DE PERSONNES INCONNUES POUR ETABLIR DES CONTACTS DURABLES...	
B. QUELQUES QUESTIONS DE FOND...	
<b>III. L'EQUIPE CAUSE COMMUNE</b>	<b>25</b>
A. LE DEMENAGEMENT	
B. EN DEHORS D'ETRE PRESENT DANS LES QUARTIERS, QUE FAIT CAUSE COMMUNE ?	

# **I. LE TRAVAIL DE TERRAIN**

## **A) CHOIX D'UN NOUVEAU QUARTIER**

En juillet 2002, après une année d'expérience de terrain, nous avons été contraints à la décision, prise dans la douleur, d'abandonner la Cité Jean Macé, à la suite des réticences trop fortes d'une Union de Quartier et de son refus de collaborer avec nous. Les raisons de ce choix ont été largement expliquées dans notre précédent rapport. Nous n'y revenons donc pas. Pour chercher un nouveau lieu, non pas d'implantation mais un nouveau quartier dans lequel investir notre énergie pour construire avec les habitants, nous avons alors repris notre méthodologie initiale. Cela a été l'occasion de la remettre en question avec le recul de l'expérience acquise.

Nous avons réexaminé nos critères initiaux pour choisir un quartier. Rappelons-les rapidement. Nous voulions cibler un quartier relégué,

- c'est à dire dont la situation géographique est effectivement à l'écart du reste de la ville, des grands centres de commerce et d'activité,
- dont les habitants eux-mêmes disent qu'ils se considèrent comme abandonnés, en dehors de l'attention des pouvoirs publics
- qui n'est, de fait, pas l'objet d'un surinvestissement en matière d'action sociale, publique ou associative ; c'est même parfois plutôt le désert...
- dont le niveau socio-économique est plutôt bas,
- qui révèle un bon potentiel de population avec une diversité d'âges, d'origines...
- un quartier à part entière, identifié comme tel par ses habitants,
- un territoire où les animateurs de Cause Commune ont intuitivement envie de s'investir.

Nous avons finalement confirmé cette analyse préalable, la considérant comme ajustée à ce type de démarche d'animation.

Autant il nous a semblé important d'avoir des critères de choix avant de commencer l'action de terrain, autant nous ne pouvions pas nous permettre de mener un diagnostic approfondi de plusieurs mois avant de commencer ! Cela ne signifie pas que l'équipe voulait faire un choix dans la précipitation mais une connaissance approfondie d'un quartier demande beaucoup de temps. C'est une approche « de l'intérieur ». Cela suppose que l'animateur s'implique fortement auprès des habitants, découvre petit à petit les choses cachées aux yeux du visiteur. Après plus d'un an dans des quartiers, nous nous gardons d'affirmer trop de certitudes sur ceux-ci. Encore aujourd'hui, des aspects nouveaux et inattendus se révèlent à nous alors que nous croyons connaître les quartiers où nous travaillons. Prudence !

Nous avons alors pris le parti de visiter à nouveau plusieurs quartiers. Quelques-uns étaient issus de notre liste du printemps 2001. D'autres nous ont été suggérés à la faveur de quelques nouvelles rencontres avec des responsables d'action sociale, de Politique de la Ville à l'échelle de l'agglomération, d'élus municipaux, de responsables d'offices HLM et de membres de la délégation de l'Isère du Secours Catholique.

Une question s'imposait à nous, étant donné les circonstances « traumatisantes » de l'abandon de la cité Jean Macé : fallait-il repérer le plus tôt possible l'existence de pouvoirs

locaux ? La présence sur un quartier d'un pouvoir local fort, lié à une association, un équipement social ou un individu, est-elle un critère pour choisir ou « fuir » un quartier ? Peut-on en prévoir les conséquences ? N'est-on pas là, justement, pour « agir avec », quelles que soient les circonstances ? Bien sûr, nous avons renoncé sur Jean Macé car nous nous heurtions à une hostilité ouverte contre laquelle il aurait fallu entrer en affrontement. Ce n'était pas notre volonté. Ailleurs, l'équipe rencontrera probablement d'autres difficultés. En réalité, la question de la collaboration avec des acteurs locaux, plus ou moins bienveillants, se posera toujours.

Il est vrai que, dans le choix final de juillet 2002, nous nous sommes orientés vers deux quartiers sur lesquels une expérience analogue à celle de Cause Commune était en cours. Il s'agissait de renforcer et de prolonger un travail de développement social local déjà entrepris. Cela présentait quelques aspects rassurants, du moins au départ.

Nous avons visité à nouveau trois quartiers qui avaient fait partie de notre toute première liste un an plus tôt (Gallieni, Beauvert et Bastille). Nous nous sommes également rendus à trois reprises au Village Olympique. Ce quartier avait été ciblé par un binôme d'animateurs du Secours Catholique, dans le tout début de la démarche « Aller Vers ». Nous avons envisagé de reprendre la démarche interrompue.

Dans cette même période, deux quartiers étaient visités à leur tour : le quartier Abry dans lequel la CAF, en lien avec le CCAS de Grenoble, avait lancé une démarche de Développement Social Local et « Le Grand Trou » au Péage de Vizille où une démarche de deux animateurs de la délégation du Secours Catholique demandait à être renforcée.

Nous avons pris la décision de nous investir sur ces deux derniers quartiers, Anne-Catherine Berne sur le Grand Trou, Ahmed Naceri sur le quartier Abry. Il s'agissait pour nous de mener de front une démarche d'animation, non plus sur trois mais sur quatre quartiers, avec l'avantage de nous investir dans des démarches déjà initiées et en établissant un partenariat porteur de sens et d'avenir. Nous verrons dans la suite de ce rapport comment se joue la partition sur le terrain de chacun de ces quartiers.

## **B. LE POINT SUR LES QUARTIERS**

### **1. LA BANDE ABRY**

Ce quartier d'environ 2500 habitants présente la particularité d'être enclavé entre le cours de la Libération et la voie ferrée. On ne peut pas vraiment parler en terme de quartier tant on observe l'éclatement de cette bande en juxtaposition de zones d'habitats différents (villas, maisons anciennes, HLM, friches industrielles...). Cet éclatement est dû en grande partie à la structuration urbaine qui ne favorise pas la rencontre des habitants entre eux. Seuls, les enfants se retrouvent dans les trois écoles primaires. Le cours de la Libération, selon les propos d'une directrice d'école primaire, fixe toutes les attentions au point d'être presque devenu un quartier à lui tout seul.

Parallèlement l'éclatement de cette bande rejoint l'éclatement de l'action sociale sur plusieurs structures du secteur 3 de la ville ( les centres sociaux Mistral, les Alpains et les Eaux-Claires). Ceci a pour conséquence de rendre difficile un travail collectif entre les professionnels sur cette bande.

Les habitants rencontrés, lors des premières rencontres individuelles, déplorent le manque de d'équipements et de services de proximité. Ils insistent aussi sur le problème du découpage urbain qui ne crée pas une vraie vie de quartier. L'îlot Abry est présenté comme relégué par rapport au reste de la ville (comme le reste des entités de la bande Abry) où l'absence de structures sociales et culturelles se fait ressentir.

Les institutions telles que la CAF, le CCAS de Grenoble s'interrogent sur les moyens d'ouvrir la bande Abry et ses habitants au reste du secteur. Apparemment, un réaménagement urbain serait nécessaire (aux dires des quelques habitants et professionnels rencontrés) tant le morcellement de cette bande est important. Une récente rencontre avec l'élue de secteur a permis de constater que la bande Abry s'inscrivait dans le dispositif de la Politique de la ville.

#### ***Le projet de la villa Abry...***

En 1999, se met en place le projet de la **villa Abry**, à l'initiative du CCAS de Grenoble avec un financement de la CAF de Grenoble. Au rez-de-chaussée, une halte-garderie « Les Petits Patapons » accueille les enfants du quartier et des quartiers avoisinants. La responsable est également chargée d'une mission d'animation, à partir de la villa dont le premier étage est mis à la disposition des habitants et où ces derniers peuvent se retrouver.

Deux ans plus tard, des animations culturelles, ludiques, des cours de soutien scolaire, un groupe de femmes, des permanences d'écrivain public sont mises en place avec l'aide des centres sociaux Mistral et Alpains, de la MJC Anatole France et de parents bénévoles. Toutefois, sans remettre en cause les activités de la villa, il reste un sentiment mitigé sur la réelle participation des habitants d'Abry sur ce projet.

Une Conseillère en Economie Sociale et Familiale de la CAF vient renforcer le dispositif en janvier 2002. Sa mission de Développement Social Local est à durée déterminée puisque le relais doit être pris par une nouvelle personne qui serait embauchée par le CCAS. Prévue pour six mois, la mission durera finalement un an.

## ***Le projet Cause Commune / CCAS de Grenoble***

**En septembre 2002**, l'équipe Cause Commune rencontre Thierry Angelier et Denis Gallotti, respectivement directeurs de l'Insertion et de la Solidarité et de la Petite Enfance du CCAS de Grenoble. Le contenu de cette rencontre repose sur l'ébauche d'un partenariat entre Cause Commune et le CCAS pour une mission de Développement Social Local, à partir des habitants, sur la bande Abry.

Ce projet fait suite au renoncement de notre action sur la cité Jean Macé pour des raisons évoquées dans notre troisième rapport d'étape.

Dans l'attente d'officialiser ce partenariat et du recrutement d'un animateur par le CCAS, un animateur de Cause Commune et la conseillère en économie sociale et familiale, présente sur la villa Abry, ont mis en place les prémices de la démarche entre octobre et décembre 2002.

Pendant ces trois mois, le binôme est allé à la rencontre d'habitants dans la rue une dizaine de fois pour connaître et se faire connaître.

Parallèlement, une démarche a été entreprise auprès des professionnels du secteur (les directeurs d'écoles primaires, un animateur de MJC, la responsable de l'antenne mairie et l'animatrice de l'information de proximité, le Président de l'association de locataires de l'îlot Abry, l'élue de secteur et des techniciens de la SDH).

Dans cette période, un profil de poste était établi et le CCAS ouvrait les candidatures. Le recrutement s'est fait en janvier 2003 et la conseillère CAF a achevé sa mission. Une nouvelle collaboration s'ouvre donc maintenant pour Cause Commune.

## **2. QUARTIER CHAMP BERTON**

### **Le quartier**

#### ***a) Qu'est-ce qui a changé ?***

**A la mi-juillet 02**, un changement assez notable intervient dans le quartier. En effet, l'entretien et le nettoyage des montées d'escaliers, des parties communes et des espaces verts ont été effectués de manière assez visible et les encombrants ont été enlevés (grâce à la présence régulière de containers). Ce qui change un peu l'apparence du quartier. Quelques montées bénéficient d'un rapide coup de peinture. L'étanchéité a été reprise sur quelques halls, des pelouses sont tondues... L'impression dominante est que quelque chose se passe.

#### ***b) Pourquoi ?***

Suite à un conflit financier entre la société immobilière Lamy (qui gère, rappelons-le, les affaires du propriétaire) et l'entreprise de nettoyage, l'entretien des allées n'est pas fait et les poubelles n'ont pas été sorties pendant trois jours. Face à la colère des habitants et à la démission de l'entreprise de nettoyage, le propriétaire est obligé d'obtenir les services d'une autre entreprise. Ce changement sera bénéfique pour le quartier du fait du meilleur travail de la nouvelle équipe de nettoyage.

## le problème des charges locatives

### *a) Qu'est-ce qui a changé ?*

Les habitants ont obtenu du propriétaire la révision de l'exercice 2001 concernant la répartition des charges entre locataires et propriétaire. Les permanences d'accueil des locataires n'ont plus lieu dans la cave mais dans un appartement affecté à cet usage !

### *b) Pourquoi ?*

Nous avons relaté dans notre précédent rapport la petite manifestation spontanée des habitants devant la cave, suite à la hausse subite de leurs charges. Un habitant a mené ensuite un minutieux travail sur la répartition des charges entre locataires et propriétaire. Le récapitulatif de son travail a mis en évidence la différence considérable entre ce que les locataires ont payé et ce qu'ils auraient dû payer lors de l'exercice 2001 (l'étude a quand même révélé un différentiel d'environ 300 KF sur un budget de 800 KF !).

**En août 2002**, ce dossier est envoyé une première fois au propriétaire pour obtenir des explications. Sans réponse... Entre temps, le dossier des charges a été confié, pour une étude, au **PACT de l'Isère** qui a validé les documents, en présentant, à cette occasion, le dispositif de la **Commission Départementale de Conciliation (CDC)** qui dépend du ministère du logement et qui est rattachée à la DDE.

**Début septembre**, un projet de travail avec la maison de la famille (CAF) est mis en place pour étudier avec quelques habitants leur situation concernant leurs droits aux aides pour le logement. Cette initiative est née du fait du manque de transparence concernant les aides APL de la CAF qui sont versées directement au propriétaire.

**Fin septembre**, un nouveau courrier, avec accusé de réception, est envoyé au propriétaire. Cette fois-ci les habitants prennent le soin d'écrire qu'à défaut de réponse sous huitaine, ils saisiront la Commission Départementale de Conciliation.

**Début octobre**, le délai écoulé, en l'absence de réponse, l'association des locataires envoie une lettre de saisine à la CDC.

**Mi-octobre**, le projet avec la maison de la famille tourne au fiasco et ce, malgré une préparation minutieuse. Le petit groupe d'habitants pourtant concernés n'est pas au rendez-vous, on a envie de baisser les bras...

**Fin octobre**, le dossier sur les charges est jugé recevable par la CDC. Un rendez vous est fixé au 13 novembre avec les deux parties, mais le propriétaire se désistera au dernier moment, pour cause de vacances... La mobilisation des habitants ne s'était pas faite sans mal : réunions de préparation, désignation de deux représentants... cela semble faire peu de poids face à un propriétaire qui impose son bon-vouloir.

La commission propose donc une nouvelle date : le **11 décembre 02**. Entre temps, la société, qui gère les affaires du propriétaire, aura le culot d'appeler la CDC pour dire qu'un compromis aurait été trouvé avec les habitants (ce qui est, bien sûr, de l'intoxication ! ) et de « soudoyer » le Président de l'association de locataires (en lui proposant de créditer son compte de 12 €) afin de mettre un terme à la démarche des habitants !

Tout est à reprendre à zéro pour remobiliser les habitants, nouvelle réunion, nouvelle désignation de représentants...

**Le 11 décembre** a lieu la Commission De Conciliation. Le propriétaire, absent, est représenté par son gérant et par l'homme à-tout-faire du quartier (qui est leur employé). Nous assistons en témoins muets à cette entrevue, vite expédiée. L'ambiance est plutôt bon-enfant. Le représentant du propriétaire reconnaît tout de suite des « erreurs de calcul » et s'engage à faire une nouvelle régularisation des charges pour l'exercice 2001.

L'absence de réprimande s'est fait ressentir ; devant un tribunal, il en aurait été sûrement tout autrement...

Mais les faits sont là, les habitants ont obtenu gain de cause et une reconnaissance de leur action collective de la part de la commission.

Pour l'heure, les habitants sont dans l'attente du nouvel exercice 2001 rectifié par le propriétaire, afin de pouvoir travailler en petits groupes pour vérifier s'il n'y aurait pas d'autres « erreurs ». Tout au moins, nous espérons que cette action aura servi d'avertissement pour que, désormais, le propriétaire agisse dans la légalité.

## **Le Grand Projet de Ville**

### *a) Qu'est-ce qui a changé ?*

*Le Grand Projet de Ville, rappelons-le, est ce dispositif de requalification urbaine de certains quartiers de Grenoble et Saint Martin d'Hères. Les habitants de Champ Berton sont depuis longtemps dans l'incertitude sur l'avenir de leur quartier (détruire ? reconstruire ? aller vivre ailleurs ?). Les habitants ont un véritable besoin d'être informés, consultés.*

Cependant, les choses ont quelque peu évolué. En effet, la municipalité semble faire les premiers pas en aménageant un local en bordure du quartier destiné à accueillir les habitants pour les informer des projets sur l'avenir de leur quartier.

Les habitants, au fil des rencontres collectives, ont commencé à s'intéresser, se questionner, s'inquiéter pour l'avenir de leur quartier (auparavant l'information sur le GPV n'était du ressort que d'une seule personne en lien avec la mairie).

Un habitant du quartier, qui est copropriétaire, prend le sujet à cœur et devient référent de l'information auprès des autres.

### *b) Pourquoi ?*

Dans notre dernier rapport d'étape, nous avons mentionné une première approche des habitants sur le thème du GPV. Ils avaient fait collectivement, au cours d'une rencontre que nous animions, un retour sur un diagnostic social élaboré par un cabinet d'études (Dialogie) en validant et/ou complétant les différentes informations recueillies auprès d'une vingtaine d'habitants.

Jusqu'à présent, l'information sur le projet transitait de façon informelle entre le Président de l'association des locataires et les services de la ville. Au fil des rencontres collectives entre habitants, une prise de conscience s'est installée dans les esprits. Des habitants vivent dans ce quartier depuis plus de trente ans. Il y a un fort aspect communautaire, convivial et on trouve des familles qui comptent quatre générations vivant dans le même quartier ! On peut



comprendre alors un fort attachement de leur part à leur lieu de vie, même si les conditions générales sont difficiles.

**En novembre dernier**, la mairie se signale en envoyant une lettre aux habitants de Champ Berton, les invitant à découvrir un nouveau local d'information et d'exposition des premières maquettes concernant les projets de requalification de leur quartier. Ce premier pas est l'occasion pour les habitants de faire valoir leur droit de regard et de participation.

**Le 25 novembre 02** la ville organise (en présence d'élus et de techniciens) une réunion d'information et de concertation avec les habitants des quartiers Renaudie et Champ Berton. La veille, une dizaine d'habitants de Champ Berton se réunit spontanément, sans le « parrainage » de Cause Commune, dans le nouveau local.

Le but de cette rencontre informelle est de préparer la réunion du lendemain en mettant au point un ordre du jour et en désignant un représentant des habitants.

Cette réunion d'information et de concertation aura eu pour effet de favoriser l'expression des inquiétudes et des souhaits sur l'avenir du quartier.

Autre élément de satisfaction : un habitant (qui est co-proprétaire) est devenu naturellement le référent des habitants sur le GPV en rédigeant, entre autre, un compte rendu de la réunion sous la forme d'un questionnaire qui sera envoyé aux élus et aux techniciens du projet.

## **Les habitants**

### *a) Qu'est-ce qui a changé ?*

Depuis notre arrivée sur le quartier, l'assiduité et l'organisation des habitants lors des rencontres collectives ont considérablement augmenté, jusqu'à ce qu'un noyau dur d'habitants commence à se former. Même si elle reste encore fragile, la mobilisation des habitants, à travers la rencontre et la connaissance, a porté des fruits.

Quelques prises d'initiatives personnelles ou collectives et le début d'une prise de conscience d'être ensemble, organisés et engagés se font jour. Ce sont des signes positifs mais la mobilisation suppose l'adhésion de tous les habitants du quartier. Il reste encore du chemin à faire pour que tous s'y mettent !

Les rencontres informelles entre les habitants (sans forcément la présence des animateurs de Cause Commune), la cohabitation cordiale entre habitants antagonistes durant les rencontres, l'entraide collective et l'avènement de leaders positifs pour le quartier, sont autant de signes révélateurs pour eux, car ils ont conscience qu'ensemble ils peuvent réussir mieux que seuls et chacun pour soi.

Leur regard a aussi évolué envers nous. Les habitants nous reçoivent, nous interpellent dans la rue ou par leur fenêtre pour prendre des nouvelles des démarches en cours, pour parler d'un problème personnel ou tout simplement pour discuter. Ces moments font que nous nous sentons de plus en plus proches de la vie de ces gens.

L'association des locataires, elle aussi, a connu des changements. Il y a davantage d'adhérents (une cinquantaine) et une trentaine de personnes est présente aux rencontres. Cependant la vie associative reste fragile, il n'y a de bureau réel et le Président a obtenu de la mairie un logement dans le quartier voisin. Ce récent événement suscite de la jalousie et a créé une suspicion très regrettable entre habitants. Ces éléments font que l'avenir est incertain pour

l'association et l'organisation d'une prochaine assemblée générale paraît vitale, même si l'absence d'une culture de la vie associative est un sérieux obstacle. Malgré les quelques initiatives spontanées, très positives, que nous avons signalées, Cause Commune reste encore à l'origine de la plupart des actions menées.

### ***b) Pourquoi ?***

A cette question, il faut citer deux éléments incontournables de la mobilisation des habitants : la rencontre et la connaissance.

***Les rencontres collectives*** : elles ont permis aux habitants de se retrouver et de comprendre que leur problème n'était pas individuel mais collectif. Se rencontrer, c'est aussi apprendre à se connaître, à s'écouter, à échanger, à décider ensemble. Quelques habitants ont ainsi enterré (provisoirement ?) les vieilles querelles afin de se réunir autour d'un même objectif.

***La connaissance*** : c'est ce qui permet d'agir ; aller chercher l'information et le droit, c'est pouvoir l'utiliser et appliquer la stratégie orientée vers l'action (l'exemple de Commission de Conciliation illustre bien ces propos).

Il faut bien mesurer l'importance, dans ce cas de figure, d'un objet bien identifié de mobilisation. La hausse des charges locatives, l'existence d'un bailleur unique, privé, sans trop de scrupules, a favorisé l'émergence d'une action commune. L'injustice demandait réparation. Cependant, la trentaine de personnes qui agissent est vite découragée. Elle a le sentiment de se risquer pour tous les autres habitants qui ne bougent pas mais qui bénéficieront de l'action. Sitôt le problème résolu est-ce que tout ne va pas retomber ? Il y a un an, les gens subissaient leur situation sans la conscience de pouvoir y changer quelque chose. Aujourd'hui, certains d'entre eux, au moins, ont évolué.

## **3. LA CITE LEON JOUHAUX**

### **Le quartier**

#### ***a) Qu'est ce qui a changé sur place ?***

La MJC qui était fermée depuis juillet 2001, a été rasée pendant l'été 2002. La place centrale est maintenant immense et l'aménagement semble sommaire. Dès que quelqu'un passe au centre du quartier, il est vu par tout le monde. Les mamans peuvent surveiller leurs enfants, il n'y a plus d'angle mort. Les jeunes voient la police venir de loin.

Malgré les incertitudes sur la fermeture ou non de l'école primaire, la rentrée 2002/2003 s'effectue normalement, avec une bonne nouvelle : l'école ne fermera pas, elle devrait même regrouper progressivement l'année prochaine les enfants de deux écoles : Jouhaux et Berlioz (Berlioz est une école avec des enfants qui ont des horaires aménagés pour pouvoir avoir des cours de musique).

### ***b) Qu'est ce que cela change pour nous ?***

L'aménagement du quartier prévu à la fois par la ville et par le GPV (Grand Projet de Ville) pourrait être un objet de mobilisation pour les habitants (mise en place de nouveaux espaces jeux, réflexion et idées concernant l'aménagement global du quartier...)

Le maintien de l'école dans le quartier peut nous permettre d'envisager une future collaboration.

### **L'école.**

#### ***a) Qu'est ce qui a changé sur place?***

L'institutrice avec laquelle nous avons travaillé pour réaliser la bande dessinée avec la classe de CM2 n'est plus là.

L'école ouvre avec 3 classes (au lieu de 4 l'année précédente), chacune avec double niveau. Les enfants de la classe de CM2 avec lesquels nous avons collaboré pour la bande dessinée sont maintenant en sixième au collège Vercors pour la plupart.

#### ***b) Qu'est ce que cela change pour nous?***

Le travail que nous avons effectué avec les enfants de la classe de CM2 fait que nous rencontrons maintenant ces jeunes dans le quartier, ils nous reconnaissent . Cela a été à plusieurs reprises l'occasion de bonnes discussions. .

Par ailleurs, une nouvelle collaboration semble envisageable avec, cette fois-ci, l'ensemble des classes de l'école, sur un projet : trouver et décider des noms des immeubles de la cité en y associant l'ensemble des habitants.

### **Le groupe de femmes**

#### ***a) Qu'est ce qui a changé sur place?***

Nous éprouvons des difficultés pour revoir les femmes avec qui nous avons organisé la rencontre avec un magistrat, juge au tribunal d'instance.

Avec certaines, nous avons des contacts réguliers et fréquents, la confiance est en train de s'installer.

Pour les autres, nous ne les avons pas revues. La mobilisation et l'envie de faire des projets ensemble sont retombées pendant l'été 2002, malgré la rencontre avec le juge qui avait été très appréciée.

Nous avons fait 5 tentatives de rencontres collectives. Faute de participants et malgré les promesses de venir, les relances orales ou écrites, deux ont eu lieu :

- une rencontre avec deux femmes a permis d'organiser une sortie à Lans en Vercors
- un après midi, nous sommes allés visiter le Musée des Automates à Lans en Vercors avec 2 femmes et un ados.

*b) Qu'est ce que cela change pour nous ?*

Nous continuons d'entretenir des relations suivies avec un petit nombre de femmes. Des idées émergent pour inviter des personnes n'habitant pas le quartier :

- des responsables de l'Opale pour comprendre la loi sur les charges et le système d'attribution des logements.
- des policiers pour essayer de comprendre ce qu'est leur mission, que fait un policier ? Comment s'organise son temps de travail ?...

Plusieurs éléments peuvent expliquer la difficulté que nous avons eu en septembre à retrouver une dynamique autour du groupe de femme alors que cette dynamique collective semblait être bien lancée en début d'été :

- La coupure inévitable de l'été, les quartiers se vident, les vacances des animateurs
- La précarité de la vie des femmes :
  - Une lourde opération chirurgicale,
  - Une personne malade du SIDA
  - Le chômage ou des boulots fatigants avec des horaires décalés
  - Un fils à la porte de la prison (en conditionnelle et qui ne trouve pas le travail qui lui éviterait d'y aller).
  - Des difficultés à organiser son temps, à prévoir, anticiper (notamment pour les femmes seules avec enfants)
  - Des événements directement liés à la vie du quartier et qui peuvent déstabiliser : une tentative de viol, une descente de police, des incendies de voiture.
  - L'attente interminable d'un autre logement qui fasse cesser une cohabitation pénible
  - Des parents âgés dont les soins sont une contrainte très forte
  - Une instabilité psychologique qui ne permet pas de se situer dans le temps...
  - Le bruit la nuit qui empêche de dormir
  - Un suicide.

Tous ces événements atteignent de plein fouet ces femmes que nous connaissons. Elles nous racontent. Nous écoutons. Comment trouver l'énergie, provoquer l'étincelle qui donne l'envie d'aller plus loin, de ne pas se laisser sombrer dans le désespoir ? Souvent, nous sommes pourtant saisis d'admiration pour ces personnes. A leur place, ne serions-nous pas effondrés ? Nous sentons aussi que notre présence, notre assiduité sont un réconfort, une solidité pour elles. Nous continuons de penser qu'avec le temps, ces relations se renforcent, se structurent et qu'elles déboucheront sur une action portée collectivement.

## **Les habitants**

*a) Qu'est ce qui a changé sur place ?*

Le quartier est souvent désert, les habitants restent peu en bas des immeubles, la saison n'est pas tellement propice à cela, l'hiver arrive. Le discours est souvent le même : "on ne se parle

plus dans le quartier, « bonjour bonsoir » avec les habitants de notre montée d'immeuble et encore..."

Les habitants de ce quartier ne témoignent pas de liens les uns envers les autres. Les réseaux de connaissances ne fonctionnent pas ou peu. Le quartier reste parfois désolé et désolant, beaucoup de personnes semblent vivre isolées. Nous faisons ce constat et certains habitants vivant depuis longtemps dans la cité notent cette même évolution.

La bande dessinée est aussi une porte d'entrée pour de nouvelles rencontres, un sujet de conversation pour des personnes que nous connaissons déjà. A plusieurs reprises, elle est mentionnée dans les conversations. Elle a donc laissé une trace...

### ***b) Qu'est ce que cela change pour nous ?***

On rencontre des difficultés pour revoir les personnes avec qui nous avons organisé la rencontre avec le juge.

On rencontre des difficultés pour apprendre à connaître d'autres habitants, mais on le fait quand même, inlassablement !

## **4. LE GRAND TROU**

### **Présentation du quartier et critères de choix**

1. Un *quartier à l'écart* du reste de la ville de Vizille et en marge du Péage de Vizille. Il a été construit en 1954 et réhabilité dans le début des années 1990. La copropriété est une ancienne cité ouvrière construite initialement à destination des employés des entreprises industrielles locales. L'ensemble des 5 bâtiments est enclavé entre, d'un côté une route nationale, de l'autre une rivière : la « Romanche ». De plus, la cité est située à la sortie du péage de Vizille

2. Les *habitants* se considèrent comme abandonnés, géographiquement, c'est un tout petit quartier (105 logements). Leur quartier n'est pas valorisé. Il a même une image négative qui date d'une période difficile. Ce quartier n'est pas vraiment aménagé.

Le nom du quartier fait souvent réagir ceux qui n'y habitent pas. Les habitants ne souhaitent pourtant pas en changer.

3. Peu *d'action sociale*, publique ou associative.

La PMI a une permanence dans un appartement au sein même du quartier. C'est le seul service que les habitants ont au sein de leur quartier. Il avait même été supprimé il y a trois ans et a été rétabli il y a quelques temps. Pour tout le reste, il faut sortir, aller au Péage de Vizille, à Vizille et même jusqu'à Grenoble (pour l'ANPE par exemple).

4. Le *niveau socio-économique* de la population est plutôt bas. Nous ne disposons pas de chiffre précis parce que Le Grand Trou n'est pas pris en compte comme tel dans les statistiques. Par contre, on peut dire que l'on connaît des personnes à la recherche d'un emploi, que les personnes qui travaillent font souvent des boulots difficiles, travail de nuit,

accumulation de plusieurs missions, des horaires discontinus, de nuit... Environ un tiers des logements appartiennent à la LPV (Office public d'HLM).

5. Un *potentiel d'habitants* divers en âge, culturellement riche des différences. Les différences culturelles provoquent parfois des conflits de voisinage.

Beaucoup d'enfants sont présents dans le quartier notamment les mercredis après-midi.

Des habitants sont là depuis très longtemps (plusieurs décennies), de nouveaux arrivants qui ont souvent du mal à s'intégrer. Ils échangent seulement des bonjours bonsoirs avec les « anciens ».

3 principales vagues d'émigration : les premiers arrivés sont les Italiens, ils sont encore nombreux au Grand Trou. Ensuite, sont arrivées les personnes venant des pays du Maghreb et enfin les Turcs, plus récemment. C'est la communauté turque qui est la plus représentée actuellement dans le quartier.

6. Un *quartier* à part entière

Les habitants se reconnaissent du Grand Trou. Ce quartier est bien délimité géographiquement. On n'entre que rarement à pied dans ce quartier : la route nationale est si dangereuse... On ne passe pas par le Grand Trou. On y vient en voiture parce qu'on y habite ou qu'on vient y rendre visite à quelqu'un. Les enfants, lorsqu'ils jouent en bas des immeubles, savent qu'ils ne doivent pas aller sur la route nationale. C'est une règle absolue. C'est tellement un quartier à part entière, qu'il n'y a pas de nom de rue et qu'il fait figure d'adresse.

7. L'*envie*, pour Cause Commune, d'aller s'y investir.

- Un premier travail commencé par Pascale Colin Madan et par Franck Gervason pendant 1 an environ a permis :
  - de confronter nos critères de choix avec leur expérience,
  - d'initier des rencontres avec une grande partie des habitants déjà connus, individuellement lors de visites dans le quartier et collectivement lors de la fête et de sa préparation.
- L'accueil des habitants et des professionnels peut laisser espérer, avec une mobilisation régulière d'animateurs, une mobilisation des habitants autour de leur vie de quartier.
- La petite taille du quartier, comparé au trois autres quartiers où Cause Commune s'investit, permet de mieux saisir la dimension humaine. La phase de contacts individuels devrait être facilitée.
- La collaboration avec un animateur de la délégation (Franck Gervason) est aussi un enjeu important et intéressant pour l'avenir de la démarche.

## **Les rencontres individuelles**

On peut supposer que la première phase de rencontres individuelles va être facilitée. Un animateur est déjà connu et reconnu dans le quartier. Les habitants sont plutôt en demande d'une présence de professionnels. Ce petit quartier, où tout le monde se connaît, est plutôt accueillant. Une personne nous en fait connaître d'autres, les réseaux familiaux et amicaux

s'entrecroisent. Il y a une vie sociale au sein même de ce quartier qui facilite notre approche des habitants. Reste à gagner la confiance de ces habitants et à expliquer quelle est notre mission, notre rôle, ce qu'on peut les aider à réaliser...

Nous sommes présents une après midi par semaine, en général le mercredi. Selon la saison, les mamans et les enfants sont en bas des immeubles. Pour l'instant, nous décidons nous-mêmes de notre présence dans le quartier. Nous savons aussi que les habitants vont rapidement nous bousculer dans notre fonctionnement et notre emploi du temps.

Nous sommes présents depuis début septembre (une dizaine de visites). La période n'est pas forcément propice aux rencontres individuelles. Dans ce quartier, pourtant, nous avons la possibilité de rencontrer les habitants chez eux (ils connaissent déjà Franck Gervason). De plus, le quartier n'est jamais vraiment désert, même lorsqu'il fait froid.

Les souvenirs laissés par la fête organisée par un petit groupe de femmes sont, pour une part, positifs. Il n'y avait jamais eu de fête organisée au sein même du quartier. Les différentes communautés ont participé. Un petit groupe d'habitants s'est mobilisé pour préparer. Les habitants ont eu le soutien de la Mairie.

Les souvenirs sont aussi négatifs à cause du conflit entre un habitant de l'extérieur et un habitant du Grand Trou à cause d'une place de parking.

## **Les rencontres partenaires**

Notre démarche n'est pas envisageable sans un travail avec les partenaires. Nous nous efforçons de croiser les regards pour avoir un aperçu le plus juste possible de la vie du quartier, les enjeux, son histoire, l'avenir...

Alors que nous commençons en septembre les rencontres avec les habitants du quartier, nous avons aussi souhaité rencontrer les partenaires. C'est dans ce cadre que nous avons pu échanger avec :

- Jean Gallego, adjoint de la municipalité de Vizille et responsable de la mission locale.
- Denis Jamarin, Directeur du CCAS de Vizille
- Les Conseillères en Economie Sociale et Familiale de la CAF : Evelyne Marcoux Bastard et Catherine Vial
- Les assistantes sociales de Vizille
- Chantal Grenier, puéricultrice PMI
- Jean-Paul Borderie, directeur de l'école Primaire Paul Langevin du Péage de Vizille
- Mr Shorfa qui est missionné par la Mairie auprès des nouveaux arrivants : apprentissage du français et intégration
- Mmes Claudine Olivier et Marie Thérèse Gay, chef de circonscription et cadre technique du Conseil Général
- « Sans Différence », association d'insertion et lieu de restauration convivial et social.

## II. QUESTIONS DE METHODE...

### A. PARTIR A LA RENCONTRE DE PERSONNES INCONNUES POUR ETABLIR DES CONTACTS DURABLES...

Il nous a semblé intéressant de confronter les options que nous avons posées au départ de Cause Commune comme base de notre travail, aux éléments issus d'une formation à l'accueil et à l'écoute (Ana Cerro Sanchez Secours Catholique)

En juin 2001, nous écrivions notre premier rapport d'étape. Nous avons fait le choix de trois quartiers. Nous partions faire nos premières visites dans les quartiers. Nous avons élaboré une liste d'options pour nous permettre de rencontrer les habitants.

En décembre 2002, cela fait un an et demi que nous allons au moins une fois par jour dans les quartiers pour rencontrer les habitants. Nous reprenons ces options pour voir lesquelles sont encore valables aujourd'hui et faire quelques constats sur cette première phase de la démarche d'animation : les rencontres individuelles.

#### **Le positionnement, le cadre, l'équipe :**

Les options de méthode, telles qu'elles étaient définies en juin 2001, sont en italique dans le texte.

*Il ne nous semble pas souhaitable d'avoir un local sur place, dans le quartier. Un local, c'est se trouver en situation d'accueillir alors qu'il nous faut nous laisser accueillir. C'est cette attitude différente qui est susceptible d'instaurer la confiance car, dans ce cas, l'habitant d'un quartier n'est pas demandeur d'une aide, c'est plutôt le contraire !*

Toute démarche d'animation passe par la constitution de **groupe d'habitants**. Pour que ces habitants aient envie d'agir sur leur quartier, il faut déjà apprendre à se connaître, apprendre à se faire confiance, repérer le fonctionnement du quartier, les lieux de rencontres, les horaires où les gens sont plutôt dehors.

On n'est **pas seul** à se mobiliser sur le quartier, le fait d'être deux, en binôme, permet de se soutenir, de diversifier les rencontres, de les multiplier parfois, si on se sépare en arrivant sur le quartier. Il y a des personnes qu'on « se sent » d'aller rencontrer d'autres non. Tout cela est intuitif mais cela a son importance.

*Nous ne sommes pas dans l'offre de service. Nous n'apportons ni projet, ni activité. Les projets émaneront des habitants eux-mêmes.*

On n'a pas de projet pour les habitants, on ne propose pas d'activité aux personnes. On ne va pas agir à leur place, on n'est pas là pour leur donner des conseils. Par contre, nous essayons



de mettre en place une **démarche d'animation** : c'est ce qui nous pousse à aller rencontrer les habitants.

Ce n'est pas facile de se dire qu'on n'a pas de projet pour eux, c'est une rigueur qu'il faut avoir tout le temps et encore maintenant. Par contre, si on écoute les habitants, si on prend du temps avec eux, ils ont des idées, il suffit alors de les saisir et de les prolonger et de réfléchir avec eux aux moyens à prendre pour les concrétiser.

*Nous choisissons de **ne pas faire de porte à porte** (ce qui nous assimilerait à des témoins de Jéhovah !), mais de saisir toute opportunité de rencontre en étant là, simplement, les mains vides...*

Sans faire de porte à porte, il a fallu surmonter un certain nombre d'images fausses dans l'esprit de nos interlocuteurs : candidat à des élections en campagne, journaliste, indicateur de police, policier en civil, éducateur de rue, satire ou pédophile, médiateur, vendeur d'encyclopédie et aussi témoin de Jéhovah ou autre secte. En définitive, si nous ne sommes pas tout cela, qui sommes-nous ?

Nous sommes missionnés par une association : le Secours Catholique. Celle-ci est, diversement méconnue, connue ou reconnue par les habitants.

## **La notion de temps et d'engagement**

*Il faut du temps. Jour après jour se construisent des **relations individuelles** avec l'un puis avec l'autre... Cela peut être **long** et demande de la **ténacité**. La dimension collective ne viendra qu'après que se soient tissés ces liens et que se soit exprimé le désir de plusieurs personnes de **faire quelque chose ensemble**.*

*Il y a le temps des fondations... tout est souterrain et rien n'est apparent à la surface. Ce temps ne doit pas être vécu comme une frustration mais comme le **gage de la solidité** des constructions à venir.*

Il faut prendre le temps d'être là, on ne sait jamais combien de temps va durer la rencontre, ce qu'on sait maintenant avec l'expérience, c'est que la **disponibilité** et la **régularité** sont importantes et constituent un investissement porteur d'avenir.

Nous sommes en demande de discussion, d'être accueillis par les habitants d'un quartier. Il faut tenir compte de leur disponibilité. Parfois elle n'est pas très grande, parfois au contraire on trouve des personnes qui avaient justement envie de parler et d'être écoutées. Une vraie rencontre a lieu, avec, parfois même, des confidences (ce qui surprend toujours).

Il faut préciser aux habitants qu'on sera à nouveau présent dans le quartier, si possible leur dire quand ce sera et qu'on pourra à nouveau discuter ensemble. Les habitants, même s'ils ne discutent pas avec nous, voient que nous sommes là, présents régulièrement.

## **La première rencontre : la plus difficile !**

*Pour cela, pas d'agression, soit on croise un regard et quelque chose est possible, soit la personne se détourne et on n'insiste pas...*

C'est pour cette première rencontre qu'il peut être nécessaire d'utiliser la technique du tiers déviant décrite plus loin.

Il faut trouver un moyen d'entrer en contact, dans le quartier, avec une personne. Elle ne nous connaît pas. Rapidement, il faut arriver à glisser dans la conversation le pourquoi de notre présence : nous sommes animateurs et nous nous intéressons à ce quartier.

Contrairement à ce que nous pensions au début de Cause Commune, cette étape est plus facile quand on est seul. La personne se sent moins déstabilisée devant un interlocuteur que devant deux.

Il faut arriver aussi à connaître :

- Le prénom de la personne et surtout s'en souvenir ! C'est souvent un petit effort à faire mais qui marque déjà la personne, qui signifie qu'on s'intéresse à elle. On peut aussi, à partir du prénom, croiser les réseaux : « est-ce que vous connaissez telle personne ? ».
- On peut demander aussi où elle habite, pour croiser les réseaux de voisinage : « vous devez connaître telle personne, elle habite dans la même montée d'immeuble que vous ? ».
- Avoir le nom l'adresse et le numéro de téléphone, c'est une autre étape à franchir qui peut largement faciliter l'organisation des rencontres collectives par la suite. C'est une information plus personnelle qui suppose un certain degré de confiance.

**Le tiers déviant**, il est utile pour faire face à l'angoisse, il permet de rentrer une première fois en contact avec une personne.

On ne peut pas s'adresser à une personne pour la première fois en lui parlant d'elle, puisqu'on ne la connaît pas. Par contre, on peut trouver un petit moyen simple pour entrer en contact avec elle, c'est le « tiers déviant ». Le « tiers déviant » peut être un chien que la personne promène, la météo, quelque chose de nouveau sur le quartier, un événement imprévu.

Demander un renseignement à la personne avec qui on souhaite discuter, n'est pas la meilleure méthode : soit elle nous donne le renseignement et s'en va, soit elle ne sait pas répondre et c'est difficile de poursuivre la conversation.

## **La notion d'écoute telle qu'elle est vécue au Secours Catholique**

### **Accueillant/accueilli**

*Il nous faut considérer qu'on est attendu par les gens. Cela ne saute peut-être pas aux yeux au premier abord, mais l'expérience montre qu'un travail de libération de la parole, de l'initiative, est toujours fécond. Les personnes sont souvent enfermées dans l'assistanat et dans la conscience qu'elles ont de leur inutilité, de leur incapacité.*

Les accueillants, ce sont les habitants des cités et, en tant qu'animateurs, nous espérons nous faire accueillir dans leur quartier, dans leur appartement dans leur lieu de vie : être invité à un mariage, à une fête, à une manifestation du quartier à un moment de la vie collective. Il faut montrer aux habitants qu'on s'intéresse à leur vie, à la vie du quartier, qu'on a envie de connaître d'autres habitants...

Les parties en italique font maintenant référence à la formation Accueil Ecoute.

### **Accueillir, entendre écouter.**

*Accueillir*, c'est recevoir sans avoir d'idée préconçue, sans porter de jugement.

*Entendre*, c'est accepter de ne pas tout savoir, de ne pas tout pouvoir faire, c'est aussi pouvoir relativiser l'urgence. On ne peut pas tout entendre, on n'est pas obligé de continuer la conversation à tout prix, nous pouvons décider de nous retirer.

*Ecouter*, c'est prendre le temps, ne pas toujours parler, ne pas avoir peur du silence, prendre le temps de reformuler. C'est aussi pourvoir observer les effets de la discussion sur l'autre et sur soi-même : reconnaître ses sentiments pour pouvoir les utiliser.

Dans les quartiers, les conversations sont effectivement très variées. Les niveaux de conversation sont différents en fonction des personnes, de leur disponibilité et aussi en fonction de ce qu'elles ont envie de nous dire. On est surpris de recevoir des confidences de personnes que l'on connaît finalement assez peu. Souvent aussi, on a droit à des discours désespérants, des personnes qui se plaignent. L'animateur doit alors faire la part des choses, tout ne peut pas être pris pour argent comptant. Il nous arrive de contredire une rumeur, une idée fausse.

### **Demande évidente/demande cachée**

Quand nous sommes arrivés dans les quartiers, on voyait rapidement émerger des demandes d'aide personnelle et l'expression des problèmes du quartier.

Avant d'avoir rencontré un grand nombre d'habitants, en ayant mené le travail d'analyse au moment du choix du quartier, nous avons déjà identifié ces problèmes : à Jouhaux problème de délinquance, de respect entre les habitants, à Champ Berton, problème de logements mal entretenus et d'aménagement du quartier, à Jean Macé, isolement des personnes et médiocre qualité du bâti (il a d'ailleurs été décidé, depuis, de démolir le quartier).

A Jouhaux, nous ne pouvons pas faire comme si les problèmes de délinquance n'existent pas. Par contre, quand on demande à un groupe ce que nous pourrions faire ensemble, les propositions ne permettent pas directement de résoudre cet énorme problème.

A Champ Berton, une des préoccupations des habitants a été le problème des charges locatives. Tout un travail d'analyse et de réflexion a été mené avec eux pour avancer sur ce sujet : comment résoudre ce problème ? Qui peut nous aider ? ...

On part souvent d'une demande évidente pour réfléchir et analyser ce qui est possible et réaliste de faire en terme d'action.

## **Empathie/sympathie/ congruence**

« *Empathie* : intuitivement, notre sensibilité peut se mettre à la place d'une personne, peut ressentir ce que la personne ressent.

*Sympathie* : bienveillance, participation à la joie ou à la douleur de l'autre.

*Congruence* : attitude d'authenticité, être en contact avec soi tout en étant à l'écoute de l'autre. Si l'écouter peut se permettre d'être ce qu'il est, l'écouter peut découvrir la même liberté. »

Nous ne pouvons pas nous mettre à la place des habitants, nous pouvons, par contre, essayer d'avoir un aperçu le plus juste possible de leur vie, de comprendre ce qu'ils vivent dans leur quartier.

Nous ne nous protégeons pas des habitants de ces quartiers, nous prenons le risque d'aller vers eux. Pouvoir rentrer chez des habitants, quand ils nous y invitent, nous semble important. On reste touché par ce qu'ils vivent. Les habitants nous renvoient des choses difficiles de leur vie mais nous ne sommes pas là pour entretenir un climat de souffrance et de désespérance. Ils nous renvoient aussi des choses positives par rapport à leur vie et par rapport à notre présence : la confiance s'installe petit à petit.

Nous ne sommes pas dans la position d'attendre que les habitants viennent nous voir, la démarche est difficile, c'est pourquoi nous faisons le premier pas, nous leur tendons une main. Ils restent libres de voir s'ils souhaitent la saisir.

Le fait de ne pas avoir de local et de ne pas être domicilié sur le quartier permet de garder une certaine distance.

Lorsqu'on rentre d'un quartier et que l'on note le contenu de notre visite, souvent, nous nous faisons la remarque : « mais quelle(s) vie(s) ils ont !!! ». Nous ne deviendrons jamais des habitants du quartier à part entière. Nous ne le cherchons d'ailleurs pas. Nous essayons d'être suffisamment présents sur place pour saisir l'ambiance de différents moments de la journée, comprendre ce qui se passe, comment les gens fonctionnent.

## **Acteur / spectateur / animateur**

« *Pour écouter il faut renoncer à être acteur pour devenir spectateur.* »

Les habitants, lorsque nous les rencontrons pour la première fois, sont, en général, plutôt spectateurs de leur vie de quartier. Nous avons choisi des quartiers où la vie entre tous est compliquée, conflictuelle ou, au contraire, inexistante. Il existe bien des solidarités mais elles sont intra communautaires, limitées au membres du clan. Nous essayons de donner envie aux habitants de se mobiliser avec nous pour devenir des acteurs. La mobilisation n'est pas immédiate, elle prend forme petit à petit, les gens se sentent de plus en plus impliqués.

En tant qu'animateur, nous ne sommes ni acteurs ni spectateurs. Nous avons un rôle de stimulateurs à jouer auprès des habitants : susciter l'envie, les accompagner, faire du chemin avec eux, instaurer la confiance. On ne sait pas encore quand on se retirera, nous prenons le temps de réaliser avec eux leurs projets.

Nous n'avons pas de solution toute prête pour les habitants. Si on cherche des solutions avec eux, ils ont des idées. Le problème est de savoir comment les réaliser.

### **L'énergie nécessaire**

Avant de partir dans le quartier, dans la rue, il faut être dans une certaine disposition intérieure, avoir envie d'aller rencontrer les habitants, avoir envie de les écouter, de présenter notre travail. La disposition est surtout une question d'énergie. La phase de contacts individuels est au début difficile, il faut faire le premier pas. Ensuite, elle paraît longue car il faut tenir le cap dans la durée.

**Difficile**, il faut faire le premier pas, il faut interpeller les habitants, trouver le prétexte pour entrer en contact, rester à attendre que les gens viennent nous parler ne suffit pas. C'est cela qui demande de l'énergie. Parfois, on se sent prêt au moment de quitter notre bureau, puis sur le quartier, il n'y a pas grand'monde... Il suffit pourtant d'une rencontre pour être content de notre après midi. D'autres fois, on n'a pas la « pêche », quelqu'un qu'on avait déjà vu nous interpelle et il y a une véritable rencontre, un début de confiance, des confidences sur les conditions de vie dans le quartier, sur la famille...

Aucune rencontre ne se ressemble, mais toutes sont importantes et demandent de l'énergie.

Pour provoquer la mobilisation, l'animateur doit :

- Valoriser les personnes, les initiatives

- Pouvoir exprimer des signes de reconnaissance

- Savoir mettre en évidence le plaisir d'être ensemble (discuter, se rencontrer...)

- Dire la confiance, exprimer la profondeur de la relation

- Ne pas abonder dans le mauvais sens : problèmes, difficultés, désespérance, conflits...

Cette attitude n'est pas une attitude naturelle, c'est pourquoi elle demande de l'énergie.

L'animateur doit avoir de l'enthousiasme, de la générosité. S'il transmet sa langueur, son doute à des populations désespérées, rien ne se passera, rien ne changera. C'est aussi une démarche qui demande de la part de l'animateur une disposition intérieure, ouverte, disponible pour accueillir ce qui se présente.

**Longue**, il faut être présent régulièrement et persévérer. Parfois nous ne rencontrons personne mais nous sommes repérés comme intervenant sur le quartier. Nous rencontrons des personnes une première fois, la difficulté est alors de les revoir pour aller plus loin. Il ne faut pas se décourager. On s'appuie au départ sur des rencontres qui sont aléatoires, c'est la persévérance et la présence régulière qui porteront des fruits.

## **B. QUELQUES QUESTIONS DE FOND...**

*Dans le souci d'un dialogue constructif, le bureau de la délégation de Grenoble du Secours Catholique a posé quelques questions à l'équipe Cause Commune qui répond à sa façon...*

### **Comment portez-vous l'étiquette « Secours Catholique » ?**

Nous ne mettons pas en avant le nom de Secours Catholique lors de nos premières rencontres avec les habitants. Non pas que nous ayons honte de l'association qui nous emploie ! Bien au contraire mais l'expérience a montré que le Secours Catholique ne devait pas être le sujet de conversation premier d'une rencontre avec un habitant.

Nous sommes d'abord présents pour accueillir la parole des habitants sur ce qu'ils vivent et non pour nous justifier d'appartenir à telle ou telle structure ! Nous ne cachons pourtant pas qui nous sommes et nous répondons toujours aux questions qui nous sont posées. Nous mesurons que l'image du Secours Catholique est plutôt positive. Aux yeux des partenaires sociaux et institutionnels, c'est certain. Dans la population, nous mesurons souvent une connaissance approximative. Les associations de type humanitaires sont méconnues et toutes mises dans le même sac.

Il est rare qu'on nous dise : « je connais le Secours Catholique car j'ai bénéficié d'une aide de sa part ». Pour autant, « catholique » représente une notion de religion assez floue dans la tête des gens...

Pour nous, animateurs, il va de soi que nous ne faisons aucun acte de prosélytisme. Chacun de nous essaye de vivre son engagement professionnel en fonction d'une foi fondée sur des valeurs telles que la dignité de toute personne humaine, la justice et la solidarité, la fraternité... Dans ce cadre, la foi en Dieu reste de l'ordre d'une conviction personnelle.

### **Comment considérez-vous le rôle de bénévoles dans Cause Commune ?**

Le Secours Catholique est une association de bénévoles et de salariés. Dans l'expérience Cause Commune, nous avons mis en avant le rôle prépondérant d'animateurs. Ceux-ci sont des professionnels, du fait des compétences et de la disponibilité nécessaires au point de départ de l'action. Ils pourraient aussi bien être bénévoles si l'on trouvait ces perles rares !

Nous travaillons à la mise en route d'habitants d'un quartier pour qu'ils agissent ensemble. Ces personnes vivent une certaine forme d'engagement, volontaire et gratuit. Elles s'impliquent progressivement de plus en plus avec un sens du don de soi au service de l'intérêt collectif.

Peut-on appeler cela du bénévolat ? Pourquoi pas, à condition de ne pas le faire dans un esprit de récupération. Ce sont ces personnes elles-mêmes qui, dans l'avenir, seront capables de prendre position et de signifier leur choix, leur volonté d'appartenance à tel ou tel réseau associatif. Nous sommes donc dans un cas de figure assez différent de celui de la fondation d'une équipe locale du Secours Catholique sur un territoire. Pour ce qui est de Cause Commune, l'expérience est encore assez jeune. Laissons le temps du mûrissement, sans conclure trop tôt dans un sens ou l'autre.

### **Y a-t-il une seule méthode ?**

Pas vraiment ! Déjà sur les quatre quartiers, nous devons sans cesse adapter notre méthode d'intervention. Le processus se construit par les habitants eux-mêmes. Certes, il y a un esprit dans lequel on travaille et nous sommes en perpétuelle évolution. Il n'y a pas de méthode appliquée de A jusqu'à Z avec un résultat au bout. Nous avons effectivement posé des options de départ. C'était des hypothèses de travail pour se lancer.

Nous nous sommes aussi largement inspirés de méthodologies mises en œuvre par d'autres animateurs, partenaires de pays du sud, dans les Caritas ou d'autres ONG de développement. Que ce soit au Québec, en Belgique, en Uruguay ou en Inde, les processus d'animation se retrouvent dans les grandes lignes. C'est l'émergence de projets de développement à partir de la mobilisation d'une population sur un territoire donné, en fonction de l'analyse de son contexte. Nous devons nous adapter aux circonstances, à l'environnement, aux avancées ou aux résistances des habitants.

L'évaluation devrait permettre de mesurer si ces options sont valables ou non, vérifier ce qu'elles produisent. Il n'y a sans doute pas de vérité absolue mais on pourra peut-être formaliser quelques choix de méthode en les considérant comme intéressants au vu de trois années d'expérience.

### **Pourquoi ne pas cibler un public ?**

C'est vrai qu'à la différence de l'approche habituelle de l'intervention sociale, nous ne ciblons pas une catégorie de population (jeunes, enfants, femmes seules, immigrés etc). Cause Commune est une démarche en direction d'un territoire. C'est une approche globale d'une population. Dans la « Transformation Sociale », tous ont un rôle à jouer, jeunes et vieux, femmes et hommes, populations de toutes origines...Nous visons même particulièrement comme résultat à atteindre, le fait de pouvoir susciter l'action commune des habitants d'un quartier, sans distinction.

Cependant, du fait de notre méthode pour entrer en contact avec les habitants, les rencontres de départ sont fortuites. Elles déterminent progressivement le public avec qui on s'associe. Il n'est pas l'objet d'un choix préalable. De même, les caractéristiques de l'animateur orientent les rencontres (dans certains cas, il est mal vu pour un homme d'aborder une femme par exemple). Petit à petit, selon les circonstances, des groupes se dessinent avec des caractéristiques communes. La visée reste pour ces groupes de s'intéresser à la vie de l'ensemble des habitants.

### **III. L'EQUIPE CAUSE COMMUNE**

#### **A. DEMENAGEMENT**

Début janvier 2003, l'équipe de Cause Commune a changé de local : nous sommes de retour dans les bureaux de la délégation départementale du Secours Catholique. Plusieurs raisons ont motivé ce changement :

- Une raison purement économique, ce n'est pas la raison principale mais c'est un argument qui a son importance (370 € multiplié par 12 mois = 4440 €), dans une période de baisse générale des ressources du Secours Catholique.
- Jean-Luc Graven, au moment de devenir chef de projet Cause Commune, devait prendre un peu de distance du fait de son long passé en tant que délégué départemental du Secours Catholique. Deux années sont passées, c'est une période raisonnable de transition.
- L'expérience Cause Commune peut avoir un rôle à jouer, dans l'avenir, en ce qui concerne les orientations de travail à mettre en place au sein du Secours Catholique. Nous intégrons les locaux de la délégation, cela favorise les occasions de travail en commun avec les autres équipes.
- Il semblait aussi intéressant de sortir de notre « loft », de notre petite équipe et de bénéficier de la dynamique de la délégation pour nous stimuler, pour communiquer notre travail, nos avancées, nos difficultés.

#### **B. EN DEHORS D'ETRE PRESENT DANS LES QUARTIERS, QUE FAIT CAUSE COMMUNE ?**

L'équipe Cause Commune a pour vocation première d'être présente dans les quartiers. C'est ce qui se passe quotidiennement. Chaque jour, en effet, en moyenne, nous sommes présents dans un quartier.

Cependant, nous menons aussi simultanément d'autres missions qui tiennent à notre appartenance au Secours Catholique ou à la nécessité de communiquer sur l'expérience que nous vivons.

- Participation à un colloque national sur « La Ville » à Rillieux en tant qu'intervenant pour présenter l'expérience de Cause Commune dans l'un des six ateliers.
- Prise en charge d'une formation dans le cadre du CNFPT (Centre National de Formation du Personnel Territorial)
- Prise en charge d'une formation avec des membres du bureau et des animateurs de la délégation du Secours Catholique de Nantes, sur une démarche de transformation sociale.
- Participation à la préparation du « carrefour des outils d'animation », au niveau régional, sur deux jours.
- Participation à la préparation de la session nationale sur quatre jours, consacrée au « développement en milieux rural et urbain ».
- Participation à la démarche d'évaluation globale, lancée par la délégation de Grenoble. Suivi de l'évaluation de deux équipes.



- Participation au « Groupe Quartier » qui réunit régulièrement à Paris une dizaine d'animateurs d'expériences en diverses villes de France (analogues à Cause Commune).
- Participation au Groupe Régional Animation Formation et Evaluation (GRAFE), animation d'un module de formation sur l'histoire et l'évolution du Secours Catholique.
- Traduction de deux documents envoyés par des partenaires sud-américains : Guide méthodologique pour l'action communautaire « *faire son chemin en marchant* » et une compilation de techniques d'animations uruguayennes.
- Maintien des liens permanents avec l'équipe d'animation présente en Albanie.
- Accompagnement d'un mémoire d'un étudiant de Sciences Politiques Grenoble.
- Intervention avec toutes les CESF (une douzaine) de la CAF qui sont engagées en Isère sur du Développement Local Social.

**« L'animateur, le révolutionnaire, l'activiste  
 – peu importe comment on l'appelle –  
 qui se trouve engagé corps et âme  
 dans la lutte pour une société libre et ouverte,  
 est, de par cet engagement, lié à un système de valeurs élevées,  
 que l'on retrouve à la base de toute religion organisée  
 et qui font que la vie humaine est si précieuse :  
 liberté, égalité, justice, paix, droit de se révolter »**

**Saul ALINSKY  
 Manuel de l'animateur social  
 Le Seuil 1976**